

Sommet de l'OTAN à Bucarest aujourd'hui

Lutte antiterroriste et partenariats stratégiques au menu

Tahar Mohamed Al Anouar

Les réunions au Sommet de l'OTAN ont pour objectif d'adapter les politiques de l'Alliance en fonction de l'évolution des besoins et des situations.

Afghanistan, lutte antiterroriste, partenariats stratégiques, transformation des structures de l'Organisation sont au centre d'enjeux cruciaux pour les stratèges de l'Alliance qui se retrouvent à Bucarest à partir d'aujourd'hui pour relever les défis pour la sécurité auxquels sont confrontés les pays membres et pays partenaires.

L'Afghanistan est au cœur même de l'ordre du jour du Sommet de Bucarest. L'évolution de la situation divise dans son appréciation observateurs politiques, les médias et les membres de la coalition présents en Afghanistan.

La lutte antiterroriste a fini elle aussi par tenir une place importante dans l'agenda des Sommets et réunions ministérielles au sein de l'Alliance.

Le partenariat, les relations avec la Russie, le dialogue OTAN-pays méditerranéens et pays du Golfe élargi aujourd'hui au rang de partenariat sont autant de questions qui font l'objet d'un examen toujours minutieux.

Ce sont autant de défis aussi pour les stratèges de l'Alliance qui affirment que l'organisation a une responsabilité historique dans le maintien de la stratégie globale.

Pour pouvoir faire face à la multiplicité de ces défis il était évident font remarquer les dirigeants de l'OTAN que celle-ci avait besoin de capacités qui diffèrent d'importance de celles dont elle disposait dans le passé. Il y a nécessité d'avoir des forces qui peuvent être déployées plus rapidement ayant aussi une plus grande capacité de projection et pouvant demeurer plus longtemps sur le terrain.

C'est l'effort auquel a été astreint l'Alliance depuis la fin de la Guerre froide, mais plus encore depuis que le terrorisme ait apparu aux pays membres comme la plus grave menace pour ce XXI^e siècle.

Ce concept du changement a été accompagné par le ralliement des pays membres à la volonté de transformation qui apparue dès lors nécessaire au sein de l'organisation affecta les structures mili-

taires des pays membres offrant ainsi à l'Alliance des forces modernes pouvant être déployées et soutenues en cas de nécessité permettant ainsi à l'OTAN de jouer un rôle fondamental dans la dissuasion. Projeter des forces adéquates au moment opportun, tel a été le sens donné à l'évolution en cours qui permet face aux nouvelles menaces de s'assigner de nouvelles missions et dans un périmètre qui n'est plus compris seulement dans la zone euro atlantique.

Tel a été aussi le sens donné aux partenariats engagés qui touchent maintenant de larges étendues géographiques. Asie centrale, Moyen-Orient, Pays du Golfe...

L'élargissement de ces missions fait toujours l'objet de vifs débats au sein de l'Alliance, prête parfois à de grandes controverses.

L'Afghanistan est un peu la traduction de ces tiraillements. Le principe il faut le rappeler en est cependant acquis, le dossier afghan constitue bien l'une des premières priorités de l'OTAN comme il est constamment rappelé au sein de l'Alliance, par ses stratèges pour qui il faut impérativement gagner la paix dans ce pays. Mais le déploiement des forces pose problème.

L'Isaf, qui est la force internationale d'assistance à la sécurité sous la bannière de laquelle sont regroupées les troupes stationnées en Afghanistan compte environ 43.000 hommes.

Les Etats-Unis et le Canada déplorent que certains pays dont la France et l'Allemagne y contribuent insuffisamment où refusent d'exposer leurs troupes sur les théâtres d'opérations les plus dangereux.

Pour les stratèges de l'OTAN les Etats-Unis et les autres membres de la coalition doivent disposer de forces suffisantes pour faire face disent-ils à la menace que représente la poursuite des activités des groupes radicaux et extrémistes.

Dans le Sud du pays et l'Est, américains, néerlandais et canadiens se heurtent quasi-quotidiennement aux groupes de Talibans.

Le Canada qui a déployé 2.500 hommes dans le Sud avait réclamé il y a quelques semaines qu'un millier d'hommes sont envoyés en renfort par d'autres pays pour l'aider dans sa mission sous peine de se retirer.

La lassitude de la population face aux troupes étrangères, les bavures des troupes de la coalition, la lenteur des progrès dans le développement la lutte contre la corruption, tous ces problèmes pèsent sur l'évolution de la situation en Afghanistan font remarquer de nombreux observa-

teurs politiques.

L'armée afghane compte 70.000 hommes effectif jugé insuffisant et celui de la police semble encore mal formé.

Répliquant à cette analyse de la situation, le secrétaire américain à la Défense, Robert Gates a mis en garde les Européens récemment en faisant remarquer que les risques d'attentats terroristes sont directement liés aux succès de l'OTAN en Afghanistan.

Le représentant américain qui s'exprimait en février dernier à la Conférence sur la sécurité à Munich (Allemagne) a lancé de nouveau un appel pour le renforcement des troupes de la coalition. Robert Gates a évoqué la crainte d'une OTAN à deux vitesses dans laquelle les uns sont prêts à combattre et les autres non.

Il semble que Paris comme Berlin aient accédé à la demande du secrétaire américain à la Défense en décidant d'un envoi de troupes supplémentaires.

Ces projets devraient être explicités lors du Sommet qui s'ouvre et confirmés. L'Alliance selon ses stratégies reste déterminée à étendre la sécurité et la stabilité.

En visite récemment en Afghanistan, le vice président américain, Dick Cheney a rappelé que la présence américaine en Afghanistan est ferme et inébranlable. Selon lui, la police et l'armée afghane prendraient de plus en plus en charge la sécurité du pays.

Réunis à Vilnius (Lituanie) en février dernier, les ministres de la Défense des pays membres de l'OTAN ont rencontré les représentants des pays non membres de l'Alliance qui ont déployé des troupes en Afghanistan, ainsi qu'avec les représentants d'institutions financières internationales comme la Banque mondiale.

Cette rencontre selon les responsables de l'OTAN n'avait pas pour but de générer des forces pour l'Afghanistan. A côté de ce volumineux dossier afghan qui prête à beaucoup de controverses, au Sommet de Bucarest, la lutte antiterroriste occupera longuement les débats. Bucarest devrait ainsi confirmer la tendance remarquée dans les précédents sommets et réunions ministérielles.

Le terrorisme est placé depuis le 11 septembre 2001 en tête de l'ordre du jour des sessions de l'Alliance selon les stratégies de celle-ci, en tant que menace pour la sécurité dans le monde ajoutent-ils. L'OTAN s'est engagée depuis cette date à développer des capacités pour faire face à cette menace et y associer les pays partenaires autour

d'un plan d'action dit pour le partenariat contre le terrorisme.

Lors de la conférence sur la sécurité à Munich en février dernier, la Russie présente à la séance avait proposé de resserrer avec les Etats-Unis sa coopération dans la lutte antiterroriste.

Par ailleurs un ensemble de mesures renforcées contre le terrorisme a été adopté augmentant le potentiel qui permet à l'OTAN de faire face à des menaces non conventionnelles selon les stratégies de l'Alliance.

L'organisation euro-atlantique se dit tout à fait fondée à jouer en coopération avec d'autres organisations internationales un rôle important dans la lutte contre ce fléau du 21e siècle.

Il s'agit d'un fléau qui porte dangereusement atteinte aux valeurs essentielles que défend la communauté mondiale (OTAN-Russie : des acquis communes mais....

Rendre difficiles les déplacements des groupes terroristes, les empêcher de recevoir des appuis financiers participe d'une stratégie qui s'est mise en place au lendemain du 11 septembre 2001 qui a été renforcée par la participation et la contribution des pays partenaires à travers le partage de l'information et du renseignement, la lutte contre le blanchissement d'argent.

Le Sommet de l'OTAN, qui se tient à Bucarest, ne sacrifiera pas à la tradition à travers un sommet dans le sommet que représente le Conseil OTAN-Russie.

Les relations de l'Alliance avec la Russie s'inscrivent dans la perspective de la sécurité européenne de l'avis des deux parties.

En mettant l'accent sur la lutte antiterroriste, la prolifération, la gestion des crises, le Conseil OTAN-Russie est considéré comme une instance d'une grande utilité.

Pour autant, il y a des sujets qui fâchent. L'OTAN inquiète de ses contentieux avec la Russie lui demande de préciser ses intentions au sujet de l'accord sur le désarmement que Moscou a remis en cause.

L'Alliance souhaite des précisions sur l'entrée en vigueur du moratoire sur le traité des forces conventionnelles en Europe annoncé par le Président russe Vladimir Poutine.

Le Kosovo constitue un autre facteur de tension entre les deux parties. La Russie s'oppose à l'indépendance qui a été proclamée par les autorités du Kosovo avec l'appui des occidentaux. Moscou demande l'application de la règle internationale.

Autre sujet de divergences profondes, l'élargis-

sement de l'OTAN et notamment aux frontières de la Russie. On sait combien l'intégration des pays Baltes, la Lettonie, la Lituanie et l'Estonie a suscité de pôle unique entre l'Alliance et la Russie. La tenue même du Sommet de l'OTAN en Lettonie (Riga) en 2006 avait été considérée comme une provocation par le gouvernement de la Fédération de Russie. Ce dossier de l'élargissement aux frontières russes ne semble pas épuisé puisque tout récemment, l'ambassadeur russe auprès de l'OTAN, M. Dmitrij Rogosin a affirmé que les efforts des Etats-Unis pour faire admettre la Géorgie et l'Ukraine dans l'organisation euro-atlantique était une erreur.

Pour l'ambassadeur russe qui s'exprimait dans le cadre d'une interview à un hebdomadaire allemand, le "*Der Spiegel*", une adhésion de la Géorgie à l'Alliance serait la fin de la Géorgie comme Etat souverain.

Car Tbilissi perdrait dans ce cas définitivement ses provinces de l'Albkhazie et de l'Ossetie du Sud. Autre dossier, autre source de conflit.

Bien que n'étant pas directement intéressée par le dossier concernant le bouclier anti-missiles, l'OTAN ne peut s'en désintéresser. Le Président américain G. Bush vient de proposer au Président russe Vladimir Poutine, un mémorandum d'accord énonçant les sujets sur lesquels Moscou et Washington peuvent coopérer parmi lesquels celui de l'installation d'un bouclier anti-missiles dont certains éléments on le sait, sont installés en Pologne et en République Tchèque.

La Russie s'était fermement opposée à ce projet avant de proposer sa propre vision concernant la mise en place de ce bouclier.

Lors de leur récente visite à Moscou, la secrétaire américaine aux affaires étrangères, M^{me} Condoleeza Rice et le secrétaire d'Etat à la Défense, M. Robert Gates, ont tenu à rassurer les Russes.

En garantissant que les intercepteurs ne visent pas la Russie et que le dispositif ne peut être amélioré sans consultations, les deux représentants américains ont profité pour proposer à Moscou, un cadre stratégique qui puisse servir de base à l'action des deux prochains présidents russe et américain.

La coopération économique, la lutte antiterroriste, la non prolifération et le dossier nucléaire iranien figurent dans cet accord cadre.

L'OTAN et l'Algérie : une coopération au beau fixe

Traditionnel et aussi l'examen du dossier dans

le cadre des sommets de l'Alliance, du partenariat avec les pays du Bassin méditerranéen aujourd'hui élargi aux pays du Golfe.

Il est considéré comme un partenariat stratégique compte tenu de l'importance des deux régions centres inépuisables de ressources naturelles mais aussi potentiellement lieux de conflits touchant à la paix et à la sécurité internationales.

L'interopérabilité militaire, la réforme de la défense et la lutte antiterroriste sont au cœur de ce partenariat. On y peut y ajouter la formation, la concentration, les échanges à haut niveau, la concrétisation de projets.

D'un côté comme de l'autre, on souhaite que ce partenariat puisse jouer bien sûr un rôle dans la gestion des crises qui affectent les deux régions et en assurer la stabilité.

Pour les observateurs politiques, la sécurité de l'Europe et plus largement des Alliés, ne peut être garantie que par une collaboration étroite avec les pays partenaires. Ceux qui bordent la région méditerranéenne comme les pays du Golfe occupant une place privilégiée.

Pour autant, les mécanismes de partenariat doivent évoluer afin de répondre aux nouveaux défis pour la sécurité car le terrorisme constitue une menace aussi grave pour les pays de la région que pour l'Europe et l'Amérique. La collaboration sur cette question est jugée de la première importance.

Les relations entre l'Algérie et l'OTAN connaissent dans ce cadre un renforcement.

En visite dans notre pays, le mois dernier, le commandant du groupe naval de l'OTAN (SNMCMG-2), la capitaine de vaisseau, Antonio Martorell Lacave a indiqué à partir du navire amiral du groupe mouillant dans les eaux du Port d'Alger, "*Le Diana*" que l'escale de son groupe témoigne du renforcement des relations entre l'Algérie et l'OTAN et de leur coopération militaire. La multiplication des activités au cours de ces dernières années entre l'Algérie et l'OTAN sont mutuellement bénéfiques.

Trois officiers de la marine algérienne embarqueront à bord des navires du groupe SNMCMG-2 pour avoir une idée des capacités du groupe. Un exercice a été mené entre une unité des forces navales algériennes et les cinq "chasseurs de mines" que compte le groupe au terme de la mission de celui-ci à Alger.

Concernant la coopération Algérie-OTAN dans le domaine de la lutte antiterroriste, le capitaine de vaisseau, Martorell, a évoqué l'échange d'informations d'intelligence "entre les deux parties, la

coopération pour défendre les routes et les passages maritimes en Méditerranée.

Sommet à l'OTAN
p 5
BATOUL